

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 12/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARDEA

34 B BD ORNANO
93200 Saint-Denis

Références : UID257090/SPR/MG/SB 2024 - 1112B
Code AIOT : 0005900564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement ARDEA implanté 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDEA
- 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005900564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans le conditionnement de produits destinés aux industriels mais surtout aux particuliers pour des usages du quotidien dont le bricolage.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etat des matières stockées - Dispositions spécifiques - Format détaillé	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
3	Etat des matières stockées - Mise à jour	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
6	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
7	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet
8	Tuyauteries de matières dangereuses	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

ARDEA est attentif à la tenue de l'état des matières stockées au sein de ses installations permettant notamment d'avoir une information précise des substances présentes en cas d'évènement accidentel.

Le site dispose de consignes de sécurité traitant notamment les renversements accidentels. A noter toutefois qu'une attention supplémentaire peut être apportée concernant la formation des intérimaires présents sur le site.

ARDEA dispose de rétention de volume et d'étanchéité suffisant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2024, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant utilise le logiciel ERP NAVISON qui lui fournit un état des matières stockées par bâtiment, calculé automatiquement selon les entrées et sorties de produit. Une extraction de cet état est réalisée quotidiennement. L'état des matières stockées détaille les informations suivantes : nom du produit, rubrique, quantité et distingue 3 catégories : liquide inflammable, écotoxique et matière combustible. Les emballages sont référencés en tant que matière combustible. L'exploitant utilise le site Quick FDS comme base de données pour les fiches de données de sécurité par produit. Lors de l'inspection du 24/09/2024, les données indiquées dans l'état des matières stockées pour les stocks d'alcool citron (rubrique 4331) et d'essence F (rubrique 4734) au niveau du stock U3 ont été vérifiées avec les quantités effectivement présentes. Les deux données étaient bien correspondantes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etat des matières stockées - Dispositions spécifiques - Format détaillé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

L'état des matières stockées détaille les informations suivantes : nom du produit, rubrique, quantité et distingue 3 catégories : liquide inflammable, écotoxique et matière combustible.

Il a été préconisé à l'exploitant d'ajouter une colonne permettant de faire figurer directement les mentions de danger de chaque produit.

Les déchets présents sur le site sont également renseignés.

Un inventaire physique est réalisé annuellement.

L'exploitant dispose d'un plan général des zones d'activités ou de stockage.

ARDEA dispose d'un POI mais l'état des matières stockées n'y est pas référencé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire figurer un état des matières stockées « type » avec les types de produits et les quantités maximales susceptibles d'être présentes dans son POI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Etat des matières stockées - Mise à jour

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 30

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs

Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant tient un inventaire des stocks par réservoir. Cet inventaire est réalisé tous les jours, après le dernier transfert de liquides de la journée en cas de fonctionnement discontinu des installations. L'exploitant dispose sur le site et avant réception des matières des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses stockées ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un inventaire des stocks par réservoir renseigné sur le même fichier que l'état des matières stockées général. Cet inventaire est également mis à jour quotidiennement. Comme mentionné précédemment, l'exploitant utilise le site Quick FDS comme base de données pour les fiches de données de sécurité par produit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Consignes de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; • dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de consignes en cas de déversement accidentel. Il s'agit notamment de baliser la zone et l'évacuer, se protéger (équipements de protection individuels), ventiler et utiliser des granulats absorbants en cas d'épandage liquide puis les confiner et prévenir le responsable sécurité.</p> <p>Ces consignes ne mentionnent toutefois pas les moyens d'extinctions à utiliser en cas d'incendie.</p> <p>L'ensemble du personnel est formé en cas de déversement accidentel mineur : connaissance des consignes et utilisation des moyens d'extinctions disponibles. Toutefois seul le personnel « permanent » (pas les intérimaires) reçoit cette formation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'associer un plan des moyens d'extinction disponibles aux consignes de sécurité en cas de déversement ainsi que de prévoir l'information de ces consignes auprès de l'ensemble du personnel (intérimaires compris).</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; • dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un inventaire de ses cuves indiquant leur volume et le volume de rétention associé. Les volumes présentés sont bien conformes à la prescription.</p> <p>A noter que le site dispose d'une rétention de plus de 500 L (sans volume précis) enterrée servant à recueillir les déversements de produits ainsi que les eaux d'extinction d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air</p>

<p>libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations d'ARDEA étant vieillissantes, l'exploitant a entrepris un travail de réfection de certaines de ses rétentions. Cette réfection consiste en la prise de panneaux de polyéthylène dans le béton. 1 rétention a d'ores et déjà été refaite avec cette technique, 2 autres sont en cours.</p> <p>Un contrôle quotidien visuel de toutes les rétentions est effectué.</p> <p>Lors de l'inspection, l'étanchéité des rétentions ainsi que l'absence d'eau pluviale a pu être constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les seuls produits incompatibles sont l'acide chlorhydriques et le chlore pour lesquels les rétentions sont bien séparées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Tuyauteries de matières dangereuses

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.</p> <p>B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Toutes les tuyauteries du site sont aériennes et disposent de rétention (double enveloppe ou</p>

chemin). Les tuyauteries sont contrôlées visuellement chaque jour dans le cadre des contrôles des rétentions.

Type de suites proposées : Sans suite